

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 novembre 2024

CONTRE TOUTES LES FRAUDES AUX AIDES PUBLIQUES - (N° 447)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CE37

présenté par

Mme Batho, M. Fournier, Mme Chatelain, Mme Laernoës, M. Biteau et M. Tavernier

ARTICLE 2

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« IV. – Les organismes de qualification des professionnels réalisant des travaux de rénovation énergétique, des audits énergétiques, l’installation et la maintenance des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou l’installation de dispositifs de production d’électricité utilisant l’énergie solaire photovoltaïque sur bâtiments, organismes de contrôle de ces organismes de qualification, organisme d’instruction des demandes d’agrément et des rapports de contrôle, transmettent les informations utiles qu’ils détiennent à l’Agence nationale de l’habitat et au service interministériel en charge de la coordination anti-fraude aux finances publiques pour l’exercice de leurs missions de répression de la fraude.

« Un décret en Conseil d’État fixe les modalités de transmission de ces informations sous réserve qu’elles soient en relation avec leurs missions. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vient compléter l’article 2 par une obligation faite aux organismes de certification et de labellisation des professionnels de la transition énergétique de communiquer les informations qu’ils détiennent et qui pourraient être utiles aux administrations chargées de la répression de la fraude aux aides publiques.